



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COURRIER ARRIVÉ

17 DEC. 2020

DREAL UD PERPIGNAN

Direction de la citoyenneté et de la légalité

Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme et de l'environnement

Perpignan, le 10/12/2020

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE 2020345-0003

Mettant en demeure la société COLAS MIDI-MÉDITERRANÉE de respecter les prescriptions applicables à sa carrière de calcaire située aux lieux-dits « Le Causse » et « Faïches d'en Palet » sur le territoire des communes de CASTELNOU et SAINTE-COLOMBE-DE-LA-COMMANDERIE

Le Préfet des Pyrénées-Orientales

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BUFIC/2017179-0001 autorisant la société COLAS MIDI-MÉDITERRANÉE à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire située aux lieux-dits « Le Causse » et « Faïches d'en Palet » sur le territoire des communes de CASTELNOU et SAINTE-COLOMBE-DE-LA-COMMANDERIE ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement qui fait suite à la visite d'inspection du 12/11/2020 transmis à l'exploitant par courrier en date du 16/11/2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 16/11/2020 ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 27/11/2020 ;

CONSIDÉRANT qu'au cours d'une visite réalisée le 12/11/2020, l'inspection des installations classées a relevé des non-conformités par rapport aux prescriptions applicables, qui sont détaillées dans la fiche de constats de faits de non-conformité annexée au présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement stipule que « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement il convient de mettre en demeure la société COLAS MIDI-MÉDITERRANÉE de respecter les prescriptions applicables pour l'exploitation de ses installations situées à CASTELNOU et SAINTE-COLOMBE-DE-LA-COMMANDERIE ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société COLAS MIDI-MÉDITERRANÉE dont le siège social est situé 855, rue René DESCARTES, 13100 Aix-en-Provence, pour sa carrière de calcaire située aux lieux-dits « Le Causse » et « Faiches d'en Palet » sur le territoire des communes de CASTELNOU et SAINTE-COLOMBE-DE-LA-COMMANDERIE, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions applicables et notamment de corriger les non-conformités relevées dans la fiche de constat annexée au présent arrêté, suivant l'échéancier ci-après :

NC1 : traitement paysager et aménagement écologique des talus : fin mars 2021

NC2 : débroussaillage : fin mai 2021

NC3 : suppression stockage et remise en état de la zone : fin mai 2021

NC4 : arrêt des dépôts sur la verse située sur les fronts sud : immédiat

NC4 : remise en état de la verse située sur les fronts sud : fin mai 2021

NC5 : réparation de la clôture périphérique : fin février 2021

ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITÉ

La société COLAS MIDI-MÉDITERRANÉE doit fournir, avant fin mai 2021, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra notamment la fiche de constat annexée au présent arrêté dûment renseignée (colonne réservée à la réponse de l'exploitant) et les différents justificatifs nécessaires (factures, photographies, procédures...).

ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre la société COLAS MIDI-MÉDITERRANÉE des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du Code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L.514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative du Tribunal Administratif de Montpellier 6 Rue Pitot 34 000 Montpellier

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 6- EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, les maires de CASTELNOU et SAINTE-COLOMBE-DE-LA-COMMANDERIE, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Perpignan, le

10 DEC. 2020

Pour le préfet, et par délégation

Le secrétaire général


Kevin MAZOYER

Annexe 1 : fiche récapitulative des faits Non-Conformes (NC)

Cette fiche peut être adressée sous format texte : demande à formuler à l'adresse : maryline.van-praet@developpement-durable.gouv.fr

Date de l'inspection : 12/11/2020		Exploitant : COLAS MM – Ste-Colombe-de-la-Commanderie
N°	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
NC1	<p><u>Référentiel</u> : AP n°179-0001 du 28/06/2017</p> <p><u>Article 4.3.1</u> : Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement extérieures au site d'atteindre la carrière et les installations de traitement est mis en place à la périphérie de ces zones.</p> <p><u>Article 2.3.1</u> : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p><u>Article 8.1.9.1</u> : Le réaménagement de la carrière répondra à un objectif de réinsertion paysagère et de réaménagement à vocation écologique tel que prévu en mesure d'accompagnement dans le cadre du dossier de demande de dérogation pour destruction d'espèce protégée.</p> <p><u>Article 8.1.9.1</u> : La remise en état sera effectuée au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction conformément aux indications figurant dans l'étude d'impact du dossier de la demande.</p> <p><u>Constat du 30/01/2019</u> : Un talus pour empêcher les eaux pluviales externes de pénétrer sur le site a été constitué au sud et à l'ouest de la zone défrichée de l'extension. Ce talus est très irrégulier, n'apparaît pas dimensionné pour une pluie décennale et n'a pas fait l'objet d'un traitement paysager.</p> <p><u>Constat du 12/10/2020</u> : Le talus a été redimensionné, mais il n'a pas fait l'objet d'un traitement paysager ni d'un aménagement écologique.</p> <p><u>Écart à corriger</u> : Le talus périphérique qui contribue à l'insertion paysagère de la carrière doit faire l'objet d'un traitement paysager et d'un aménagement écologique.</p>	
NC2	<p><u>Référentiel</u> : AP n°179-0001 du 28/06/2017</p> <p><u>Article 2.3.1</u> : [...] Le périmètre de la carrière doit être débroussaillé en permanence sur un périmètre de 50 m.</p> <p><u>Constat du 30/01/2019</u> : l'exploitant ne peut justifier des opérations de débroussaillage sur tout le périmètre de la carrière.</p> <p><u>Constat du 12/10/2020</u> : Le débroussaillage n'a toujours pas été effectué.</p> <p><u>Écart à corriger</u> : L'exploitant doit respecter l'obligation de débroussaillage en tenant compte des dispositions de l'arrêté du 25/01/2017 relatif à la dérogation espèces protégées et pouvoir justifier de la réalisation de ces opérations.</p>	

Date de l'inspection : 12/11/2020		Exploitant : COLAS MM – Ste-Colombe-de-la-Commanderie
N°	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
NC3	<p>Référentiel : AP n°179-0001 du 28/06/2017</p> <p><u>Chapitre 1.3</u> : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]</p> <p><u>Article 1.5.1</u> : [...] Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.</p> <p>Constat du 12/10/2020 : Réalisation d'une plateforme de stockage de matériaux à l'ouest de la piste qui monte à la zone d'extension, sur le relief couvert de garrigue et destinée à masquer les premières phases d'extraction sur l'extension (voir page 162 de l'étude d'impact).</p> <p>Cette zone n'est pas couverte par des garanties financières.</p> <p>Écart à corriger : Suppression du stockage sur une zone non couverte par les garanties financières et non prévu dans le phasage d'exploitation autorisé.</p>	
NC4	<p>Référentiel : AP n°179-0001 du 28/06/2017</p> <p><u>Chapitre 1.3</u> : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]</p> <p><u>Article 1.5.1</u> : Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.</p> <p>Constat du 12/10/2020 : Réalisation d'une verse de matériaux de stérile sur la zone sud de l'ancienne carrière dont la remise en état est achevée depuis plusieurs années : Ce fait constitue un non-respect du plan de phasage et de réaménagement coordonné et des engagements du dossier. Cette zone n'est pas couverte par des garanties financières.</p> <p>Écart à corriger : Arrêt immédiat des dépôts et remise en état de la verse.</p>	
NC5	<p>Référentiel : AP n°179-0001 du 28/06/2017</p> <p><u>Article 8.1.3</u> : Le pourtour de la carrière sera fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne puisse franchir involontairement [...].</p> <p>Le bon état de la clôture et la présence des différentes pancartes et bornes prévues à l'article 8.1.2 sont vérifiés, sur tout le pourtour du site, au moins une fois par an.</p> <p>Constat du 12/10/2020 : Détérioration à plusieurs endroits de la clôture périphérique.</p> <p>Écart à corriger : Réparation et entretien régulier de la clôture.</p>	

